

Exigeons que le chômage soit payé à 100% !

Vendredi dernier à 11H, la direction a annoncé que le Montage et les Packs ne tourneraient pas l'après-midi. Beaucoup de salariés étaient déjà en chemin et d'autres n'ont pas été prévenus. Ils sont venus à l'usine pour repartir dans l'autre sens.

Aucun respect !

La veille, la direction avait décidé de mettre fin au numéro vert, les salariés n'avaient aucune raison de se méfier d'un changement soudain de planning. La direction est responsable à 100% de cette situation donc :

SUD revendique que la séance annulée soit payée à 100% pour tous et que soit versée une prime de prévenance tardive.

Depuis plusieurs jours, suite aux difficultés de production à PSA Hordain (conséquence des choix de la direction), les salariés de l'Emboutissage de Poissy chôment, surtout l'équipe de nuit. Les salariés perdent beaucoup d'argent.

Pour SUD, il va falloir imposer une meilleure répartition du travail entre les 4 équipes et, de toute façon, le paiement du chômage à 100% pour tous. Ce n'est pas aux salariés de payer les pots cassés par les choix de Stellantis.

La solidarité continue avec les travailleurs en lutte de MA France Aulnay

Jeudi dernier, au changement d'équipe, aux tourniquets du B3, une centaine de salariés de MA France sont venus remercier chaleureusement les salariés de PSA Poissy d'avoir donné 4 700 euros à la collecte, organisée par SUD Stellantis Poissy, pour leur caisse de grève.

Les patrons sont inquiets face à la solidarité entre les ouvriers

Comme par hasard, ce jeudi matin, la production avait été annulée au Montage et les salariés de la Peinture ont été libérés 2 heures à l'avance. Même lors des épisodes neigeux, on n'avait pas vu ça !

La direction a fait venir au tourniquet des flics déguisés en robocop et les membres du service « Ressources Humaines » pour jouer les vigiles. La direction avait aussi donné la consigne de mettre les salariés du Pôle Tertiaire en télétravail.

Toutes ces manœuvres pour empêcher les salariés de MA France de diffuser leur tract et de dialoguer avec les salariés de PSA, ont échoué.

Tavares et le patron de MA France, Pérès, sont unis contre les salariés :

La meilleure manière de leur répondre, c'est d'être solidaires entre salariés !



Depuis le début de la lutte des travailleurs de MA France, SUD Stellantis Poissy est à leur côté, et le restera !

**Face aux pressions de la direction sur nos conditions de travail,
exigeons une expertise sur le risque psycho-social !**

Depuis le passage à 2 équipes, la direction a accéléré la dégradation de nos conditions de travail, multiplie les pressions et fait tout pour vider l'usine. La seule manière efficace de stopper ces attaques, c'est la lutte collective des salariés.

Pour libérer la parole et pour faire un état des lieux des risques psychologiques encourus par les salariés, les élus SUD ont demandé que soit mis à l'ordre du jour du CSE du jeudi 30 mai le vote d'une expertise faite par un cabinet d'expert indépendant, comme le prévoit la loi, payée à 100% par la direction.

Les élus SUD Stellantis Poissy du CSE



à Mr Dachet
Président du CSE
et

à Mr Guérin secrétaire du CSE
du site Stellantis Poissy
45 rue Jean-Pierre Timbaud
78300

Objet : demande d'inscription à l'ordre du jour du CSE d'une expertise sur les risques psycho-sociaux

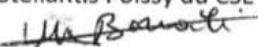
Messieurs, les élus Sud Stellantis Poissy vous demandent de mettre à l'ordre du jour du prochain CSE ordinaire de fin mai 2024 un vote sur la réalisation d'une expertise externe sur les risques psycho-sociaux sur le site de Stellantis Poissy.

En effet notre syndicat SUD a déjà fait notamment un droit d'alerte sur les risques psycho-sociaux sur le site le 28 février 2024, a longuement évoqué ces risques au sein des CSSCT depuis décembre et des CSE ordinaires à plusieurs reprises (mutations forcées sur le site, changements d'horaire, changements de postes, salariés qualifiés mis à des postes d'opérateur sur chaîne, mutations temporaires sur d'autres sites Stellantis, prêt des salariés à des sous-traitants, pressions récurrentes pour devenir camionneur), en avril les élus SUD ont aussi demandé une réunion d'un CSSCT sur les pressions et ultimatums adressés aux salariés en prêts sur d'autres sites Stellantis, plusieurs salariés ont pris l'initiative d'écrire sur leurs situations de mal-être et demander des explications sur les changements qui leur sont imposés, suite au manque de réponse concrète de la direction pour améliorer la situation, nous vous demandons de mettre à l'ordre du jour un recours à une expertise pour risque grave, conformément aux missions de prévention des CSE inscrites à l'article L.2312-8 du Code du travail et en application de l'article L.2315-94 du Code du travail.

Cordialement

Copie à l'inspection du travail

Pour les élus SUD Stellantis Poissy du CSE

Mr Farid Borsali 

Mr ARMEDE Ken 

Date :

CHIKRI RADIA

17/05/2024



